

Le Conseil d'Administration de l'Établissement public foncier de Normandie s'est réuni le 06 décembre 2024, sous la présidence de M. Sébastien LECLERC, 3^{ème} vice-président,

Vu le décret n° 68-376 du 26 avril 1968 portant création de l'Établissement Public de la Basse-Seine, modifié par les décrets n° 77-8 du 3 janvier 1977, n° 2000-1073 du 31 octobre 2000 et n° 2004-1149 du 28 octobre 2004, n° 2009-1542 du 11 décembre 2009, n° 2014-1732 du 29 décembre 2014 et n° 2015-979 du 31 juillet 2015, l'ordonnance n° 2011-1068 du 8 septembre 2011 et le décret n° 2011-1900 du 20 décembre 2011 et n° 2018-777 du 7 septembre 2018,

Vu la Convention de réserve foncière n°101129 du 7 décembre 2016 signée entre la Ville de Mondeville et l'EPF de Normandie, fixant notamment les conditions d'acquisition et de revente à la collectivité, des parcelles cadastrées section BL 137 (anciennement section BL n°19) et BL 138 (anciennement section BL n°20), d'une superficie totale d'environ 4 122 m² sur l'opération 901220 - 14 - MONDEVILLE "VALLEE BARREY",

Sur le rapport et après avis favorable de la Commission des Affaires Financières,

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

Sur la demande de report :

D'accorder, aux conditions contractuelles de portage, à la Ville de Mondeville, un report d'échéance **d'environ 3 ans et 7 mois pour la parcelle cadastrée section BL n°138 et environ 1 an et 10 mois pour la parcelle cadastrée section BL n°137**, avec un alignement de l'ensemble des échéances au 30 juin 2028 sur l'opération 901220 - 14 - MONDEVILLE "VALLEE BARREY".

La nouvelle date d'échéance est fixée au **30 juin 2028**.

Sur les pénalités de retard :

Si l'échéance contractuelle du 30 juin 2028 n'est pas tenue, il sera appliqué une pénalité sur la période de dépassement de la date contractuelle de rachat jusqu'à la date de cession effective. Le taux d'actualisation sera porté à 5% sur cette période dès le 1^{er} jour de dépassement ; la pénalité étant représentée par le montant généré par l'écart entre le taux majoré et le taux contractuel.

Elle est recouvrée annuellement.

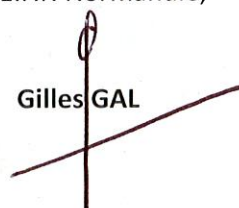
D'autoriser le Directeur Général à signer avec la Ville de Mondeville une convention d'intervention actant ce report d'échéance, étant précisé que cette convention d'intervention se substituera à la Convention de réserve foncière de la Ville de Mondeville susmentionnée, laquelle sera clôturée à la date de signature de la Convention d'intervention.

Le 3^{ème} Vice-Président du Conseil
d'Administration
de l'E.P.F. Normandie,


Sébastien LECLERC



Le Directeur Général
de l'E.P.F. Normandie,


Gilles GAL

Délibération approuvée

A Rouen, le
Le Préfet,

06 DEC. 2024


Philippe LERAÎTRE